

Appel en faveur du Prix Nobel de la Paix à l'éditeur turc Ragıp Zarakolu

lundi 8 octobre 2012, par [Groupe International de Travail](#)

Six des co-fondateurs de l'initiative GIT (*Groupe international de travail « Liberté de recherche et d'enseignement en Turquie »*) et trois personnalités intellectuelles ont adressé au Comité Nobel, le 26 septembre 2012, un appel en faveur de l'obtention par Ragıp Zarakolu, éditeur, intellectuel et combattant des droits humains en Turquie, du Prix Nobel de la Paix. Voici la version librement adaptée en français du texte anglais envoyée à Oslo.

Cette initiative pour Ragıp Zarakolu doit permettre d'attirer davantage l'attention de l'opinion internationale et des communautés scientifiques sur la situation des libertés individuelles en Turquie et le sort de ceux qui défendent le droit aux études universitaires et à la recherche indépendante : nombre d'entre eux sont en prison ou sous le coup d'inculpations en vertu de la législation anti-terreur.

Pour signer l'appel (en tant que chercheur, universitaire, étudiant, traducteur, éditeur, journaliste, intellectuel,..), merci de vous de se connecter au site du [GITInitiative \(www.gitinitiative.com\)](http://www.gitinitiative.com) où vous trouverez le texte officiel de l'appel et la procédure pour le signer.

Premiers signataires :

Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales/EHESS (*histoire, sociologie*), Yves Déloye, professeur à Sciences Po Bordeaux et à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (*science politique*), secrétaire général de l'Association française de science politique, Vincent Duclert, professeur agrégé à l'EHESS (*histoire*), Diana Gonzalez, enseignante à Sciences Po Paris (*sociologie, esthétique*), Emine Sarikartal, doctorante à l'université de Paris-Ouest, traductrice et editrice (*philosophie*), Ferhat Taylan, doctorant à l'université de Bordeaux et traducteur (*philosophie*), co-fondateurs du GIT Initiative,

Alexis Govciyan, Président du Conseil de coordination des organisations arméniennes de France, Président d'Europe de la mémoire ; D^r. Dalita Roger-Hacyan, maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; Roger W. Smith, professeur émérite au Collège William and Mary in Virginia, co-fondateur et ancien Président de l'IAGS-International Association of Genocide Scholars.

POUR RAGIP ZARAKOLU

*

APPEL EN FAVEUR DE SA DISTINCTION PAR LE PRIX NOBEL DE LA PAIX 26 septembre 2012

Ragıp Zarakolu - Éditeur indépendant et combattant des droits humains en Turquie.

Le 28 octobre 2011, l'éditeur indépendant et combattant des droits humains Ragıp Zarakolu, âgé à l'époque de 63 ans, malade et affaibli, était arrêté une nouvelle fois dans son pays, la Turquie. Son fils,

éditeur lui aussi, avait connu le même sort quelques semaines auparavant, pour les mêmes faits de liberté d'expression traités comme un crime terroriste. Loin de renoncer à ses idéaux devant cette épreuve qui s'ajoute à tant d'autres, Ragıp Zarakolu affronte l'emprisonnement avec la détermination morale léguée par le combat pour les droits humains en Turquie.

Pour Ragıp Zarakolu, un même engagement, commencé des années plus tôt avec sa femme Ayşe Nur, reprend. Ils ont été tous les deux, depuis un demi-siècle, aux premiers plans de la mobilisation pour la Turquie démocratique vivante. Ils ont connu l'expérience destructrice de la prison turque, pour prix de leur combat en faveur de la « *diffusion d'une attitude de respect envers la diversité des pensées et des cultures de Turquie* ». La promotion de cette attitude passe par un travail de connaissance et de vérité sur l'histoire de la Turquie. Celui-ci exige la liberté intellectuelle et politique autant qu'une émancipation sociale. Fidèles en cela aux hautes traditions intellectuelles du pays, ils ont donné au livre et à l'édition leurs lettres de noblesse. La contribution de Ragıp Zarakolu au progrès intellectuel et politique de la Turquie est inestimable. Par son engagement pour la démocratie et la culture dans son pays, il a démontré qu'un tel combat servait les intérêts de toute l'humanité dans son effort de reconnaissance des valeurs communes de liberté, de vérité et de dignité. Toute la vie de Ragıp Zarakolu et son existence de travail témoignent de ces convictions démocratiques et d'une action déterminée pour les défendre.

Ragıp Zarakolu est né en 1948 à Büyükada, près d'Istanbul, alors que son père Remzi était sous-préfet de l'île. Ragıp a grandi parmi les membres des communautés grecque et arménienne de Turquie. En 1968, il a commencé à écrire pour les revues Ant (« *Le Serment* ») et Yeni Ufuklar (« *Nouveaux Horizons* »). En 1971, Ragıp Zarakolu est poursuivi pour « *relations clandestines avec Amnesty International* » et passe cinq mois en prison. En 1972, il est à nouveau condamné à deux ans de prison, qu'il a accomplis au centre de détention de Selimiye (*Istanbul*) pour un article dans Ant sur Ho Chi Minh et la guerre du Vietnam ; il est libéré en 1974 à la faveur d'une amnistie générale. Il s'engage plus à fond dans la défense de la liberté de pensée, « *seul moyen d'assurer l'expression de la diversité des pensées et des cultures de Turquie* ». Avec sa femme, il crée en 1977 les éditions Belge (« *Documents* »), puis cofonde le quotidien Demokrat dont il prend la direction de la section « *étranger* ». Jusqu'au coup d'Etat de 1980, les éditions Belge avaient surtout publié des livres académiques et théoriques. Puis, Belge a commencé à publier une série de livres écrits par des prisonniers politiques : recueils de poèmes, nouvelles, romans. La liste des publications de Belge inclut aussi des traductions de la littérature grecque, des ouvrages sur la question arménienne et les Juifs en Turquie. De nombreuses publications concernent également la question kurde en Turquie. Parmi les livres relatifs au génocide arménien, figurent les traductions des études classiques d'Yves Ternon et de Vahakn Dadrian interdites en Turquie, l'ouvrage de George Jerjian, *La Vérité nous délivrera : Arméniens et Turcs réconciliés*, et celui de Dora Sakayan, *Un Médecin arménien en Turquie*, Garabed Haztcherian, qui a valu de nouvelles accusations en 2005. En novembre 2007, Zarakolu publie le livre de David Gaunt, *Massacres, Résistance, Protectors* sur le génocide des Assyriens.

Cette activité éditoriale à l'importance politique, intellectuelle et morale considérable fait de Belge une cible permanente de l'ultra-nationalisme fréquemment au pouvoir en Turquie. Les éditions Belge ont été la cible de la censure turque depuis leur création par Zarakolu et sa femme Aysenur. Les charges ont valu au couple des peines d'emprisonnement, la confiscation et la destruction des stocks de livres, et de lourdes amendes. Ragıp Zarakolu a été brièvement emprisonné en 1982, en raison de sa position dans Demokrat, puis expulsé du pays jusqu'en 1991. En 1995, le siège des éditions Belge a subi un attentat à la bombe, perpétré par un groupe d'extrême droite. Depuis le décès prématuré de sa femme en 2002, suite à des emprisonnements successifs, les poursuites judiciaires ont continué contre Ragıp Zarakolu. Refusant cette destruction méthodique des droits civiques et de la liberté d'expression en Turquie, Ragıp Zarakolu s'implique dans leur défense. En 1986, il compte parmi les 98 fondateurs de l'Association des droits de l'Homme de Turquie (*IHD*). En 2007, il accède à la présidence du Comité pour la liberté de publication de l'Union des éditeurs de la Turquie (*TYB*). Il est également le représentant en Turquie du Comité pour la liberté de publication de l'Union internationale des éditeurs (*IPA*), et le président du comité pour les écrivains emprisonnés du PEN-Club International en Turquie.

Si Ragıp Zarakolu est la cible d'une persécution permanente dans son pays, il est en revanche honoré au niveau international par des prix et des hommages prestigieux. Le 21 avril 2005, il reçoit à l'Hôtel de Ville

de Paris, des mains du du maire Bertrand Delanoë, la Médaille du Courage pour ses publications sur le génocide arménien. La même année, il est titulaire du prix de « *la liberté d'expression* » conjointement attribué par l'Union des écrivains norvégiens et le Ministère norvégien de la Culture. En 2008, il est le lauréat du Prix IPA « *Pour la Liberté de publier* ». Il a également reçu le prix « *La liberté de pensée et d'expression* » décerné par l'Union des éditeurs de Turquie, le prix « *La liberté de la presse* » donné par l'Association des journalistes de Turquie. Récemment encore, lui a été remis par la Bibliothèque nationale arménienne la médaille d'honneur « *Hagop Megapart* » pour sa contribution à la reconnaissance de l'histoire, la culture et la littérature arménienne en Turquie. En 2010, il fut au nombre des cinquante écrivains retenus par l'International PEN pour le cinquantième anniversaire de sa campagne d'action en faveur de la liberté d'expression depuis 1960 (« *Because Writers Speak Their Minds* »).

Le mardi 4 octobre 2011, 150 personnes sont arrêtées dans le cadre du procès « KCK », dans le Sud-est à Diyarbakir et à Gaziantep. Mais c'est à Istanbul que la rafle est la plus importante, avec 90 arrestations dont 83 membres ou dirigeants du BDP (*parti kurde légal*), des journalistes, et aussi Deniz Zarakolu, fils de Ragıp, doctorant en sciences politiques et éditeur pour Belge. Le 12 octobre, alors qu'il participe à la Foire internationale du livre de Francfort, Ragıp Zarakolu réagit par un vibrant appel en faveur de son fils et de Suzan Zengin l'une des principales traductrices attachées à la maison. Il dénonce l'acharnement policier qui frappe Belge, une nouvelle fois dans la longue histoire de ces éditions, honneur de la Turquie incarnée dans la tradition de la liberté de pensée.

« *Notre éditeur Deniz Zarakolu, ingénieur, actuellement doctorant à l'université Bilgi d'Istanbul, a été arrêté pour avoir donné une conférence sur La Politique d'Aristote dans le cadre de l'Académie du parti kurde BDP, parti légal qui siège au Parlement. Deniz Zarakolu est l'auteur d'un livre sur Thomas Hobbes, dont il a traduit Le Citoyen ou les Fondements de la politique. Ironie du sort, il avait également traduit, voici onze ans, un livre sur les problèmes du système juridique turc (The Independence of Judges and Lawyers in the Republic of Turkey : Report of a Mission, 1999, Centre for the Independence of Judges and Lawyers, Genève). Il a également traduit des ouvrages scientifiques pour l'université Bilgi, et il est traducteur au service des délégations de militants des droits de l'homme venant d'Europe. Par ailleurs, l'un de nos auteurs, Aziz Tunç, arrêté également, est l'auteur d'un ouvrage sur le massacre de Maras en 1978, Maraş Kıyımı - Tarihsel Arka Planı ve Anatomisi ("Maras. Contexte historique et anatomie d'un massacre"). Il écrivait un autre livre sur l'histoire de Maras et la multiculturalité. Sous prétexte de la loi anti-terreur, ils vont devoir attendre au moins une année jusqu'au début de la procédure judiciaire, uniquement pour le fait d'appartenir à un parti légal et d'avoir donné une conférence à l'Académie des sciences politiques du BDP. Pourtant ce type d'académie existe également dans le cadre du CHP et de l'AKP, comme c'est une tradition également dans les partis sociaux-démocrates en Allemagne, en Suède et en Norvège. Parmi les personnes arrêtées figurent également Ayse Berktaş et A. Dursun Yıldız. Notre traductrice Suzan Zengin, qui a vécu en Allemagne, a passé deux années en prison, où elle a eu des problèmes de santé, et a été libérée voici deux mois. Il y a dix jours, elle a subi une opération cardiaque et est restée dans le coma depuis. C'est un énorme gâchis ! Nous craignons pour la santé de mon fils Deniz Zarakolu, qui a des problèmes d'asthme, et pour celle d'Aziz Tunç en raison du régime d'isolation en prison. Récemment Suzan Zengin avait traduit les actes d'un colloque sur "Exil, massacre et anéantissement des chrétiens d'Anatolie" (éd. Tessa Hofmann) ; elle avait également traduit pour nous une « Anthologie de la littérature chypriote grecque », une "Anthologie de nouvelles grecques sur Thessalonique" et une "Anthologie de chants et récits populaires assyriens". C'est en 1991 que suis venu à la Foire de Francfort pour la première fois. A l'époque, c'est notre auteur Ismail Besikçi qui était en prison, à cause de ses travaux de recherche sur les Kurdes. Qu'est-ce qui a changé depuis ? Tous ont connu la prison à cause de leur engagement pour la paix, pour la liberté, pour l'égalité. Tous croient en la coexistence pacifique des différents peuples et cultures. Notre combat pour la vérité et l'humanité continue ! »*

Les événements de début octobre 2011, avec l'arrestation de son fils, avec le décès de sa traductrice Suzan Zengin (*des suites des conditions de sa longue détention*), sont parmi les plus graves que Ragıp

Zarakolu a du affronter dans sa longue existence d'intellectuel démocrate et d'éditeur indépendant. Quittant aussitôt Francfort pour Istanbul, il s'emploie activement à défendre les inculpés quand survient sa propre arrestation le 28 octobre. Une autre figure du monde intellectuel et scientifique turc est arrêtée au cours de cette rafle, Büşra Ersanlı, professeure renommée de sciences politiques et de droit constitutionnel de l'Université Marmara, spécialiste des processus de fabrication de l'histoire officielle en Turquie, arrêtée la veille de la table ronde internationale qu'elle devait présider à l'Université Bilgi d'Istanbul sur « *Les questions controversées de l'histoire de la République turque* ». 48 autres interpellations sont effectuées par la police antiterroriste qui investit les bureaux istanbuliotes du BDP. Après une longue garde à vue et une audience de 28 heures, le tribunal de Beşiktaş inculpe les deux intellectuels le 1^{er} novembre d' « *appartenance à une organisation illégale* », en vertu de la loi anti-terror, et ordonne leur mise en détention préventive. Comme son fils détenu dans une prison de haute sécurité (à *Edirne*), Ragıp Zarakolu est soumis au régime des inculpés pour terrorisme dans la prison de Kocaeli, un établissement pénitentiaire réputé pour ses conditions implacables de détention.

Les documents saisis au domicile des inculpés ainsi que la teneur des interrogatoires fleuves démontrent la vacuité des chefs d'inculpation pour « *terrorisme* ». De sa prison de haute sécurité de Metris, Ragıp Zarakolu dénonce ces méthodes d'arbitraire par une lettre que son avocat transmet à la presse. « *Mon arrestation et l'accusation d'appartenance à une organisation illégale font parties d'une campagne visant à intimider tous les intellectuels et démocrates de Turquie et plus particulièrement à priver les Kurdes de tout soutien* », écrit-il. Zarakolu fait savoir également qu'au cours du raid à son domicile, la police n'a confisqué que quelques livres comme « *preuves du crime* » et n'a rien trouvé au sujet de sa soi-disant relation avec l'organisation en question. Les livres qui ont été saisis comme preuves du crime sont le 2^e volume de *Vatansiz Gazeteci* (« *Journaliste apatride* ») de Dogan Özgüden, rédacteur en chef d'Info-Türk, Habiba d'Ender Ondes, le processus de paix de Yüksel Genç, les manuscrits de quelques livres sur le génocide des Arméniens et sur l'histoire arménienne. Il ajoute que toutes ses cartes bancaires et de crédit ont été confisquées par la police. Rappelant qu'il est invité à de nombreuses conférences à l'étranger, principalement durant la semaine prochaine à Berlin, puis à l'Université Colgate, à Los Angeles et dans le Michigan, Zarakolu déclare : « *Le gouvernement devrait leur répondre quant à la raison réelle de mon arrestation.* »

Zarakolu conclut sa lettre par l'appel suivant : « *Lors de mon interrogatoire, ils n'ont posé aucune question au sujet de l'organisation dont j'étais accusé d'être membre. Ils ne m'ont posé des questions que sur les livres que j'ai écrits ou préparés à la publication, les réunions publiques où j'ai parlé ou auxquelles j'ai assisté. Je pense que tout le monde devrait conjointement réagir contre cette campagne d'arrestations qui se transforme en un lynchage collectif. Ces pratiques illégales doivent être arrêtées.* » La voix des détenus comme la sienne est cependant étouffée par les assauts des médias islamistes qui n'hésitent pas à recourir, par exemple à l'antisémitisme, pour mieux discréditer le patriotisme des intellectuels démocrates. Ces lynchages médiatiques se conjuguent avec des piratages de site informatiques et des manipulations de données personnelles visant à corrompre l'image des inculpés dans les procès politiques. Les procès en diffamation sont interminables et les contre-enquêtes difficiles en raison de la fragilité croissante de la presse indépendante du pouvoir et de l'intimidation permanente de la défense allant jusqu'à l'emprisonnement des avocats.

Malgré les risques encourus, les protestations se multiplient en Turquie contre ces arrestations massives. La haute figure intellectuelle et morale de Ragıp Zarakolu est au cœur de ces mobilisations nationales et internationales. Un appel signé de l'ancien maire d'Istanbul Ahmet İsvan, de l'ambassadeur Temel İskit, de l'écrivain Yaşar Kemal et de plusieurs professeurs d'université est rendu public. L'Initiative d'Ankara pour la Liberté de Pensée lance une pétition intitulée « *Ça suffit !* », puis organise à Ankara une « *nuit de soutien* » à l'éditeur afin qu'il soit de nouveau « *réuni avec ses livres* ».

La mobilisation s'organise également au niveau mondial. Plusieurs pétitions voient le jour, l'une en langue anglaise (« *Stop aux détentions arbitraires en Turquie !* »), une deuxième en langue allemande par le

biais du Working Group against Genocide for International Understanding . Les sections du PEN-Club, notamment celle de New-York, s'engagent pour Ragıp Zarakolu. Aux Etats-Unis toujours, la Jeri Laber Human Rights Watch, lui attribue le 28 avril son Prix 2012. Apprenant l'honneur qui lui est fait, Zarakolu déclare : « *Merci pour ce prix très important et pour votre soutien à la liberté de publier. Je suis heureux d'accepter ce prix, non seulement pour moi, mais au nom de tous les éditeurs, écrivains et journalistes qui restent en prison en Turquie. Bien que j'ai été libéré, je reste sous la menace d'une nouvelle arrestation à la faveur de lois anti-démocratiques et de procès inéquitables. J'ai été arrêté sans raison donnée, et après cinq mois, j'ai été libéré sans raison donnée. Je ne suis pas un militant politique. Depuis près de 40 ans, j'ai été un éditeur et un défenseur des droits humains.* » En France, le Conseil de coordination des organisations arméniennes lance une collecte de fonds afin de soutenir l'activité de Belge au moment où les éditions se voient privées de leur directeur : des commandes de livres sont ainsi adressées à Istanbul.

Dès le 4 novembre 2011, des voix s'élèvent pour demander que Ragıp Zarakolu deviennent un futur lauréat du Prix Nobel de la Paix. « *Cet homme n'a rien à faire en prison, il mérite le Prix Nobel* », déclare Bjorn Smith-Simonsen, président de l'IPA (*International Publishers Association*). Au début de l'année 2012, des membres du Parlement suédois, Amineh Kakabaveh, Jens Holm, Bengt Berg, Siv Holma, Marianne Berg, Jan Lindholm et Valter Mutt, soumettent officiellement au Comité Nobel à Oslo la candidature de Ragıp Zarakolu.

Dans le monde entier, des personnalités de premier plan s'expriment en faveur de Ragıp Zarakolu comme l'écrivain Paul Auster protestant contre la Turquie « *parce que des journalistes et des auteurs sont emprisonnés* ». Interrogé par le journal *Hürriyet*, il insiste : « *Combien sont actuellement prisonniers ? Plus d'une centaine ?* ». Le Premier ministre Erdoğan réagit en accusant l'écrivain américain d'avoir l'indignation sélective puisqu'il ne s'émeut pas des violations des droits de l'homme en Israël. Et de conclure devant les cadres de son parti : « *c'est du mépris pour la Turquie !* ». Paul Auster, très par ailleurs très sensibilisé à l'action des PEN (*il est un membre important du PEN American Center*), riposte en citant les chiffres de l'organisation : « *il y a à peu près une centaine d'écrivains emprisonnés en Turquie, pour ne pas parler des éditeurs indépendants tels que Ragıp Zarakolu, dont le cas est surveillé de près par les PEN du monde entier* ». Il ajoute : « *Tous les pays sont imparfaits et assaillis par une myriade de problèmes, monsieur le Premier ministre, y compris aux États-Unis, y compris en Turquie, et c'est une conviction ferme en moi que dans le but d'améliorer les conditions de vie dans notre pays, dans tous les pays, la liberté de parole et de publication, sans censure ni menace d'emprisonnement, est un droit sacré pour tous les hommes et femmes* » .

En Europe, une initiative d'ampleur prend la défense des emprisonnés. Elle débute par la publication dans le journal français *Le Monde*, deux semaines après les arrestations du 29 octobre, d'une tribune de chercheurs sur le « *tourant liberticide en Turquie* » (11 novembre 2011). Poursuivant leur action, les auteurs de l'article, rejoints par d'autres collègues, décident de la création d'un Groupe international de travail (GIT) pour la « *liberté de recherche et d'enseignement en Turquie* ». Un appel est lancé dans les trois langues (*française, anglaise et turque*) le 21 novembre, signé par 33 chercheurs, universitaires et spécialistes, majoritairement basés à Paris et dont les différents statuts, nationalités ou origines se trouvent dépassés par un but commun, celui de défendre la liberté de recherche et d'enseignement considérée comme un droit démocratique fondamental - en Turquie comme ailleurs. Tandis que la déclaration devient l'objet d'un processus pétitionnaire avec pas moins de quatre listes de signataires totalisant plus de 500 noms collectés du 21 novembre 2011 au 15 février 2012, ses auteurs lancent la création d'une plate-forme d'information et de mobilisation des scientifiques et intellectuels à l'échelle mondiale.

Une première antenne du GIT Initiative est créée à Paris, et des règles de fonctionnement sont proposées aux collègues d'autres pays souhaitant s'impliquer dans ce réseau international. Organisation très décentralisée, dotée d'une forte autonomie, fondée sur l'exigence liberté politique que recèle la pratique de la recherche et de l'enseignement, le GIT Initiative va rapidement réunir de nombreux chercheurs et susciter la création de branches aux États-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Grèce, en Suisse. Certaines d'entre elles font montre d'une grande activité dont témoigne le site du GIT North America. Individuellement, les membres du GIT interviennent dans les grands journaux et sur les sites

mondiaux d'information. De nombreux chercheurs de nationalité ou d'origine turque, mais travaillant à l'étranger, rejoignent l'initiative, démontrant que le destin de la Turquie dépend aussi de ces élites intellectuelles mobilisées en dehors des frontières pour la démocratie.

Persistant dans sa politique de répression, le gouvernement déclenche de nouvelles rafles, comme celle du vendredi 13 janvier 2012. Il confirme par ailleurs la gravité des crimes (*imaginaires*) reprochés aux précédents inculpés. Le 19 mars 2012, le Procureur public d'Istanbul, Adnan Çimen, requiert 7,5 à 15 ans Ragıp Zarakolu pour avoir « *soutenu et aidé une organisation illégale* ». L'acte d'accusation de 2 400 pages est transmis au tribunal de Silivri (*15^e cour*) qui doit juger à partir du 2 juillet 193 personnes, dont 147 détenus préventivement.

Refusant pareil chantage au terrorisme d'État, les soutiens internationaux aux prisonniers d'opinion intensifient leurs ripostes. Ils s'appliquent en premier lieu à transmettre toute information utile à la connaissance de la répression intellectuelle en Turquie et du sort des prisonniers d'opinion, ceux détenus dans les prisons de haute sécurité mais aussi les dizaines d'étudiants ordinaires oubliés au fond de leurs cellules. Les médias traditionnels de France, d'Angleterre, des États-Unis, sont sollicités, ainsi que les moyens numériques, sites, blogs, pages Facebook, ... Les prises de positions et déclarations des détenus sont également relayées comme la mise au point de Ragıp Zarakolu sur l'extrême dangerosité du négationnisme turc et la nécessité de la combattre, non comme une expression intellectuelle mais une violence arbitraire menaçant la justice sociale et détruisant les libertés fondamentales .

Les ripostes intellectuelles augmentent et leur unité s'accroît. Déjà étroit lors de la création du GIT initiative, le lien entre les actions internationales et celles qui sont conduites en Turquie se voit puissamment renforcé par la naissance du GIT Türkiye qui se dote de sa propre déclaration inaugurale, d'un site internet, et de plusieurs centaines de membres. Une conférence de presse est tenue à Istanbul le 26 juin. Le GIT Türkiye intensifie alors ses activités et s'organise pour les prochaines audiences du procès « *KCK* » fixées au 2 juillet 2012 au tribunal de Silivri, un immense complexe judiciaire et pénitentiaire situé à 80 kilomètres d'Istanbul.

Des libérations anticipées sont décidées par le gouvernement turc afin de tenter de restaurer son image et de calmer les chancelleries occidentales. Le 10 avril 2012, Ragıp Zarakolu et 14 autres détenus (*plus six personnes à Van*) peuvent ainsi sortir de prison. Il est certain que l'ampleur de la mobilisation nationale et internationale a joué dans la décision du parquet. Mais cette première victoire ne peut suffire. L'objectif principal demeure, la libération de tous les prisonniers d'opinion en Turquie et l'abandon des poursuites. Car les charges demeurent pour tous les inculpés, et les libérations du 10 avril ne sont que conditionnelles, dans l'attente des audiences de Silivri.

Bien qu'épuisé par la prison, malade et fortement affecté par le maintien en détention de son fils et de beaucoup de ses amis, Ragıp Zarakolu refuse que sa libération puisse servir de propagande au gouvernement présent. Il annonce son intention de garder le silence et se soustraire ainsi à toute tentative de donner du fonctionnement de la justice turque une image « *normale* » : « *Toute déclaration que je pourrais faire serait utilisée pour donner une apparence normale à une situation qui ne l'est pas. Tout comme mon arrestation arbitraire, ma libération inattendue et sans explication laissera au monde l'impression qu'elles [les autorités] ont commis une erreur et qu'elles se rétractent à présent* », a déclaré l'éditeur au journal Hürriyet Daily News dans un entretien du 13 avril. « *Quel que soit le commentaire que je ferai à partir de maintenant, il ne servira qu'à normaliser cette situation anormale, a-t-il ajouté. Aussi longtemps que les lois en question resteront en vigueur, la liberté d'opinion ne sera qu'un mensonge grossier et rien d'autre. Il est possible aujourd'hui de mettre les gens en prison sur des suppositions de conspiration* ».

Dans cet entretien à Hürriyet, Ragıp Zarakolu explique comment son long combat se rattache aux valeurs qui furent celles de sa famille et de sa femme disparue, exemples d'une Turquie vivante et démocratique.

Son père, Remzi Zarakolu, ex-gouverneur de la circonscription des Iles du Prince, a été naguère démis de ses fonctions parce qu'il se situait dans l'opposition. Il n'a pas survécu à cette persécution administrative, contraire à son idéal de liberté. *« Mon oncle, Zeki Zarakolu, un aviateur, est mort à 49 ans d'une crise cardiaque, parce qu'il n'avait pu se faire au coup d'Etat de 1960. Lors du coup d'Etat du 12 mars [1971], ils ont fait irruption chez moi ; ils me recherchaient [pour m'arrêter]. Ma vie s'est passée entre les prisons et les tribunaux, et comme si cela ne suffisait pas, ils ont ruiné la santé de mon immortelle partenaire, Ayşe [Nur Zarakolu], l'ayant enfermée entre des murs [de prison]. Elle n'a jamais reculé sur les sujets qu'elle savait être justes, et je l'ai perdue, encore jeune, des suites d'un cancer. En tant que famille, nous avons à chaque fois payé notre part. Comme si tout cela ne suffisait pas, mon fils Deniz avait été inculpé à la suite d'un discours d'adieu qu'il avait fait sur la tombe de sa mère[en 2002]. Si je suis à présent content parce que j'ai été libéré ? Non. J'ai dû abandonner mon fils derrière les barreaux de la cellule que je partageais avec lui. Avec lui, nous partageons la même destinée. Nous continuons à payer le prix des valeurs dans lesquelles nous croyons, d'une génération à l'autre, de père en fils ».*

L'approche des audiences de Silivri suscite de nouvelles actions. Une tribune signée des membres principaux du GIT France est publiée par Le Monde. Elle dégage les enjeux généraux de ce procès monstre. La grande revue scientifique Nature publie un article du D^r. Alison Abbott sur la mobilisation mondiale des chercheurs en faveur de leurs collègues de Turquie . De fortes pressions diplomatiques européennes sont exercées sur la Turquie tandis qu'an sein du gouvernement et du parti AKP, les dissensions augmentent au sujet de la politique répressive. Le 2 juillet, le GIT Türkiye, des membres de l'IPA, du PEN, de l'Association des éditeurs turcs (TYB), et des correspondants étrangers sont massés à Silivri. Au cours d'une conférence de presse improvisée devant le tribunal, Ragıp Zarakolu, rompant le silence qu'il s'est imposé depuis sa libération, assimile les prisons en Turquie, celles en activité comme celles dont la construction bat leur plein, de « *Goulag turc* ». « *Un cancer ronge ce pays avec ce procès KCK* », déclare-t-il encore. Et il ajoute que la liberté d'expression est gravement menacée dans ce pays, comme à l'époque de 12 septembre 1980, date à laquelle le pays a connu le plus grave coup d'État qui a précipité la Turquie dans la dictature militaire.

Le doute commence à s'installer chez les accusateurs d'autant que le pouvoir politique envoie des signaux contradictoires. La conséquence en est la décision de mise en liberté, le vendredi 13 juillet, de Büşra Ersanlı, ainsi que de l'étudiante Büşra Beste Önder et 12 autres accusés du procès « *KCK* ». C'est une mesure limitée - de nombreux accusés restent en détention comme Deniz Zarakolu, et aucune des charges n'est abandonnée pour les autres -, mais néanmoins réelle. Elle bouscule la politique d'acharnement judiciaire jusque-là systématiquement appliquée, et accorde une victoire symbolique à ceux qui se sont battus pour Ragıp Zarakolu, Büşra Ersanlı et tous les autres. C'est aussi une victoire personnelle pour les emprisonnés qui ont transformé leur cas personnel en nouveau combat pour les libertés fondamentales et la souveraineté du savoir.

Le combat des intellectuels démocrates et de leurs soutiens internationaux est loin d'être achevé. Mais les développements judiciaires à venir, comme le sort de tous celles et ceux qui acceptent le sacrifice de leur liberté pour prix de leurs idées, ne cessent d'être observés par celles et ceux qui les défendent, en Turquie et dans le monde. Par leurs écrits puissants, leur courage résolu foi dans la liberté, les intellectuels démocrates de Turquie sont l'honneur de ce pays et le réveil des consciences fatiguées de l'Europe civilisée.

Au cœur de ces engagements, depuis un demi-siècle, se tient, inflexible malgré les années de prison, l'épreuve des procès, l'inquiétude pour ses proches et l'épuisement physique, Ragıp Zarakolu, combattant des libertés, de l'édition indépendante et de la recherche de la vérité historique. Sa vie témoigne de son engagement, de sa résistance à l'oppression avec ces armes de paix que sont les mots, les idées et les livres.

Ragıp Zarakolu mérite aujourd'hui d'être honoré du Prix Nobel de la Paix. C'est la recommandation que

nous formulons solennellement en conclusion de cette déclaration.

- Cité par <http://www.susam-sokak.fr/article-e...>
- Cf. Vercihan Ziflioğlu, « Turkish Intellectuals Protest Arrest of Publisher », Hürriyet Daily News & Economic Review, 3 novembre 2011.
- « *Le 28 octobre 2011, lors d'une grande chasse à l'homme à Istanbul contre les militants des droits de l'homme et les Kurdes, la police turque a également interpellé Ragıp Zarakolu, célèbre défenseur des droits de l'homme et directeur de la Maison d'édition Belge. Zarakolu est également le président, en Turquie, du Comité pour la Liberté d'Expression de l'Association des Editeurs. Son fils, Deniz Zarakolu, Editeur de la maison d'Édition Belge, a été arrêté le 4 octobre. Ragıp Zarakolu a publié de nombreux livres, tant sur l'oppression des minorités nationales en Turquie que sur le génocide arménien. Un peu plus tôt le 28 octobre 2011, au cours de la même chasse à l'homme, la professeure Büşra Ersanlı, experte en droit constitutionnel et membre de l'Assemblée du BDP, membre de la Commission Constitutionnelle du BDP, a été détenue avec des dizaines d'autres.* » (<http://gercek-inatcidir.blogspot.co...>)
- « *Nous vous prions de signer la pétition pour faire pression sur le gouvernement turc afin qu'il libère immédiatement tous ceux qui ont été mis en garde à vue dans le cadre des "opérations KCK" et afin d'exiger que le gouvernement du Premier ministre Erdoğan prenne l'engagement sincère de mettre fin à sa répression des efforts civiques en faveur des droits exigés par les citoyens kurdes de Turquie.* » (<http://www.ipetitions.com/petition/...>)
- AGA [Working Group Recognition Against genocide for international understanding - Berlin]
- "Zarakolu Deserves the Nobel Prize, Not Prison," BIA News Center, Istanbul, 4 novembre 2011.
- "Zarakolu Nominated for Nobel Peace Prize," BIA News Center, Istanbul, 6 février 2012.
- Cité par Reuters.
- Dave Itzkoff, « *Paul Auster Responds After Turkish Prime Minister Calls Him "an Ignorant Man"* », New York Times, 1^{er} février 2012.
- www.gitinitiative.com
- <http://gitamerica.blogspot.com/>
- Ursula Gauthier, « *Ragıp Zarakolu : En finir avec "l'esprit génocidaire"* », Le Nouvel Observateur fr., 22 janvier 2012 (<http://tempsreel.nouvelobs.com/mond...>)
- Hürriyet Daily News, 13 avril 2012, propos recueillis par Vercihan Ziflioğlu.
- <http://www.nature.com/news/turkey-c...>
- Cité par GIT France (www.gitfrance.fr).
- Voir aussi : Vercihan Ziflioğlu, « *Journalists Tried in Fresh Wave of KCK Case Today*, » Hürriyet Daily News, 10 septembre 2012.

Sources

[Appel en faveur du Prix Nobel de la Paix à Ragıp Zarakolu](#) - GIT France - Mardi 2 octobre 2012